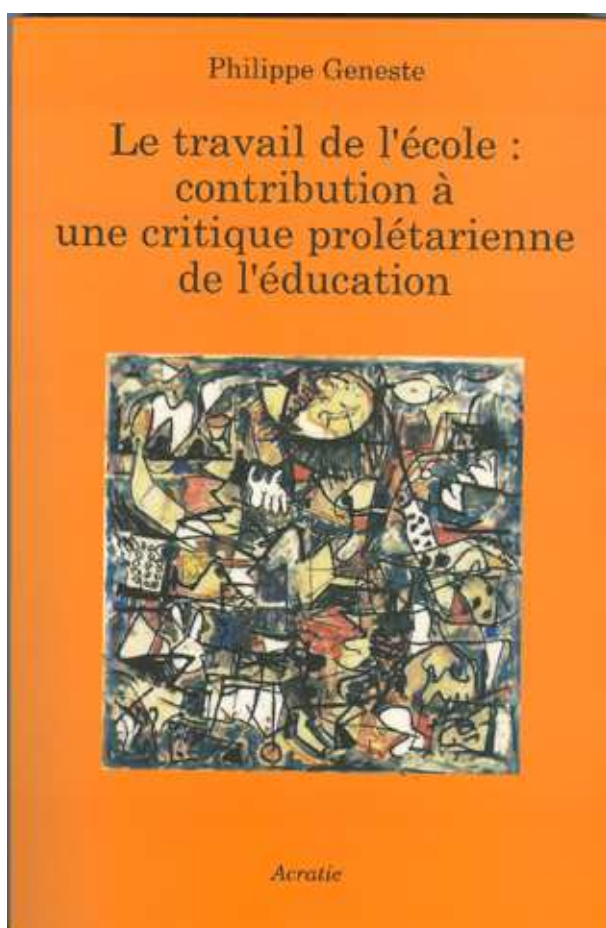


Philippe Geneste,  
*Le travail de l'école : contribution à une critique  
prolétarienne de l'éducation*  
éditions Acratie, 2009  
15 euros



**L'ÉCOLE EST SOURCE DE DEBATS** multiples. Les experts se bousculent aux portes d'entrée des commissions en tout genre, ils diagnostiquent et prescrivent ; les politiques péorent, flattent les préjugés réactionnaires ou « modernistes II de leur clientèle électorale ; les syndicats en place proposent et négocient dans le cadre d'une cogestion du système. Bref, l'école ressemble à un chantier permanent sans cesse en réfection. Les médias, qui mettent en scène ces voix, s'efforcent de faire croire que les enjeux s'expriment à travers des oppositions aussi spectaculaires que factices : républicains contre pédagogues, libéraux contre étatistes, partisans de l'enfant au centre, adeptes des programmes d'abord... Ainsi, sous le bric-à-brac de paroles et d'informations hétéroclites et partielles, l'école devient une réalité virtuelle.

Cet ouvrage propose d'écarter ce rideau de fumée. Plutôt que de partir d'idéologies, l'auteur s'appuie sur une expérience professionnelle, militante donc réflexive de l'école. Il met à nu le mécanisme moteur des politiques éducatives des gouvernements successifs, sans s'interdire, si besoin, des coups d'œil rétrospectifs. Il sonde des pratiques pour y trouver le fil conducteur de la conception dominante de l'éducation. Dérangeant, car pointant les faux-semblants, l'ouvrage vise à une lucidité afin d'y ancrer un syndicalisme qui reste à construire.

\*\*\*\*\*

# Introduction

L'histoire du mouvement ouvrier nous apprend que la question éducative appartient à la question sociale et que l'émancipation sociale requiert un projet éducatif autonome. Cette conception, on la trouve formulée tant dans les réalisations de certaines Bourses du Travail au moment de leur naissance à la fin du dix-neuvième siècle que dans les écrits de Marcel Martinet qui synthétisent des décennies de réflexions sur la culture prolétarienne <sup>1</sup>.

Mais un projet éducatif autonome du prolétariat, pour être une utopie ancrée dans le réel, doit commencer, sans défaillir devant les difficultés et sans occulter la critique des pratiques en cours, par une critique de l'école. C'est l'enjeu de la critique syndicale comme utopie critique.

Nous entendons *syndical* au sens où, si l'émancipation doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, alors, c'est à eux-mêmes, en s'organisant de manière autonome, de construire, lucidement, la critique des pratiques oppressives en exercice dans une société. Qu'il nous faille, ici, préciser le terme syndical, exprime clairement qu'il ne doit pas être pris aux sens des pratiques cogestionnaires et de comptabilité d'électeurs dans lesquelles les organisations (confédérations, fédérations et unions) qui portent ce qualificatif ont circonscrit et englué le syndicalisme depuis plus d'un siècle.

La question de l'éducation, confondue souvent avec la seule question scolaire, se caractérise par une profusion de discours et d'écrits. Les experts en tout genre côtoient les spécialistes des sciences humaines qui n'hésitent pas à couvrir de leurs titres universitaires des propos idéologiques soit, pour le dire simplement, leur opinion. Les politiques, jamais en reste, mélangent leurs déclamations à la *doxa* journalistique. Les associations de toutes obédiences interviennent au milieu du concert régulier des propositions syndicales tendues, pour leur reconnaissance institutionnelle, vers les négociations les plus diverses. Tout cela crée un bouillon d'inculture, masque l'enjeu réel, détourne du sujet central : sur quoi repose l'armature générale du système éducatif français contemporain ? Est-il possible de mettre à jour un schématisme moteur autour duquel viendraient se greffer et s'articuler des mesures d'apparence hétéroclite mais auxquelles ce schématisme donnerait une convergence de direction ?

Le point de vue de celui qui cherche importe. Nous poserons, donc, d'entrée, que nous sommes favorables à un système de formation initiale <sup>2</sup> sans filière de formation. Actuellement, le lycée se divise en filière générale, filière technologique et filière professionnelle. Le rôle du collège est de pourvoir en élèves chacune de ces filières. A cette architecture scolaire socialement inégalitaire, nous opposons une éducation polytechnique, polyvalente pour tous et toutes, de la maternelle jusqu'à l'actuelle fin du lycée.

Arrêtons-nous, un instant, sur la désignation des trois filières. Les titres qui leur sont donnés sont mensongers. En effet, ils tendent à faire croire qu'il n'y a qu'une filière professionnelle, celle de l'enseignement professionnel qui recrute, en général, après la classe de troisième (à 14 ou 15 ans) et qui jouxte, au plus près, les besoins des entreprises. Or, cette

---

<sup>1</sup> Marcel Martinet, *Culture prolétarienne*, Agone, 2004. Voir aussi le numéro 2 de la revue *Marginales* « Le refus de parvenir », automne 2003.

<sup>2</sup> La formation initiale recouvre les enseignements du primaire, du collège et du lycée.

interprétation est tout simplement fausse. L'enseignement général et l'enseignement technologique sont tout autant professionnels. Seulement, ils ne visent pas les mêmes professions et, de ce fait, organisent différemment la scolarité.

Malgré des années de dénigrement de cette thèse, et la réalité ayant la vie dure, la répartition dans chacune de ces filières correspond bien à la distribution des enfants selon leur origine sociale. Les classes sociales s'affichent, ainsi, à chaque nouvelle enquête sociologique et statistique. La filière générale accueille les enfants destinés à des études devant aboutir à des postes de cadre et de direction, elle est la filière par excellence de la bourgeoisie et de la moyenne bourgeoisie ; les études technologiques préparent à des professions de cadre un peu moins élevé sur l'échelle hiérarchique et à celles de techniciens, elle est la filière par excellence de la moyenne et petite bourgeoisie ; la filière professionnelle prépare les enfants des classes populaires aux professions du bas de l'échelle des qualifications, emplois d'ouvriers, d'employés.

Les métiers auxquels permettent d'accéder chaque filière ne sont pas équivalents au regard de l'espace social hiérarchique où ils s'exercent. En cela, les filières sont bien un dispositif visant à la reproduction de l'inégalité sociale et à la supervision des classes par le système économique et social qui les engendre. En revanche, les trois filières visent bien un même but : l'entrée dans la vie professionnelle, l'éducation adéquate à tel ou tel niveau hiérarchique. Contrairement à ce qui est dit, la question n'est pas de savoir si un élève est passionné de mode, mais de savoir si il sera coupeur de textile, auquel cas il ira en lycée professionnel, si il sera créateur de modèle, auquel cas il ira en lycée technologique, si il sera ingénieur dans l'industrie textile auquel cas il sera envoyé dans un lycée général. La question n'est pas de savoir si l'élève est passionné par le travail dans le secteur social, mais de savoir si il sera moniteur éducateur, auquel cas il ira en lycée professionnel, si il sera technicien en économie sociale et familiale auquel cas il passera par un BTS soit un enseignement technologique, si il sera directeur ou directrice d'un organisme de travailleurs sociaux, auquel cas il ira dans un lycée général.

Ce qui différencie ces lycées, ce n'est pas que certains se donneraient une finalité professionnelle alors que les autres auraient gommé le professionnel de leur finalité, ce qui les différencie, c'est l'ajustement des études à la destination des élèves dans l'espace<sup>3</sup> hiérarchique du système social.

On entend d'ici des offusqués hurlant à la caricature. C'est seulement que ces offusqués ne se sont jamais donné la peine d'aller dans les collèges, pour mettre en corrélation les destinations scolaires des élèves de fin de troisième avec leur appartenance de classe, ou même, si l'appartenance de classe sonnait à leurs oreilles comme un gros mot, avec les catégories sociales (INSEE) d'appartenance de leurs parents. Comme dans le jeu du XIII<sup>e</sup> siècle *Le Garçon et l'aveugle*<sup>4</sup>, l'aveugle reste aveugle tant que cela sert son intérêt. Ce livre n'est pas pour eux. Il faut se rendre à l'évidence si se rendre à l'évidence c'est rétablir les faits dans leur réalité : les filières générale, technologique et professionnelle sont trois filières professionnelles

---

<sup>3</sup> Selon le néologisme que nous reprenons à Alain Badiou, *Théorie du sujet*, Paris, Seuil, 1982.

<sup>4</sup> *Le Garçon et l'aveugle. Jeu du XIII<sup>e</sup> siècle* publié, traduit, présenté et commenté par Jean Dufournet, Paris, Honoré Champion, 2005.

et c'est pour cela qu'elles forment l'architecture du système éducatif.

Ceci constaté, on comprend que la diversification des voies de formation étouffe toute discussion sur l'enjeu d'un autre choix d'architecture du système scolaire, à savoir celui de l'éducation polyvalente et polytechnique pour toutes et tous. Pour que cette dernière puisse advenir au jour du débat, il faut lever le tabou qui la frappe d'interdiction. Ce tabou porte sur le mécanisme tu par tous les discoureurs autorisés évoqués plus haut : le moteur même du système éducatif, ce moteur qui utilise les flux d'élèves comme énergie de fonctionnement. Il s'agit de le décrypter car c'est son schématisme opératoire qui aimante l'ensemble des mesures les plus éparses, les plus hétérogènes que les ministres accumulent à l'envi, dans un désordre apparent mais que ce schéma vient organiser vers des directions précises.

Pour le repérer et le décrire, nous nous appuierons sur les dispositifs de pratiques éducatives, sur le croisement d'analyse de la formation continue et de la formation initiale dont on peut s'étonner qu'elles soient vues, en général, dans une étrangeté réciproque alors qu'elles sont intimement liées. Nous garderons à l'esprit la question de la définition des qualifications professionnelles car tout diplôme professionnel prend sens dans sa relation aux grilles de qualifications. On comprend, aisément, l'impératif qu'il y aura à saisir la réorganisation de l'architecture de l'enseignement avec une mise en avant des instances (y compris instances paritaires) régionales puisque ce sont les politiques économiques régionales qui configurent les cartes de formation professionnelle (c'est en cours depuis les années 80/90).

Mais là encore, il faudra écarter les voiles de l'illusion entretenue par bon nombre de critiques autorisées du système éducatif sous couvert de critique de « l'école libérale ». Il nous faudra nous garder de ne considérer l'école patronale comme ne relevant que du secteur privé. En effet, elle est pilotée, aussi, par et depuis l'Etat. Il n'y a donc pas de critique syndicale de l'éducation qui ne soit une critique de l'Etat.

Pour éviter l'aveuglement sur l'histoire de la formation des travailleurs, sans replonger dans un long historique, il suffit de reprendre connaissance des lois de 2002, 2004 et de 2005 et de réfléchir à la mise en place des lycées des métiers – vecteur du remodelage tant géographique (bassin d'emploi et bassin de formation) qu'architectural de l'éducation initiale et continue –, à l'institutionnalisation conjointe de la Validation des acquis de l'expérience et au déricotage des grilles de qualifications professionnelles sous le signe pseudo-scientifique des compétences. Le problème de l'enseignement professionnel a toujours tourné et tourne encore autour de l'articulation entre autonomie du système étatique de formation et régulation de la formation professionnelle par les organismes patronaux. On peut formuler cela aussi de la manière suivante : autonomie du système étatique à travers la mainmise sur une homogénéisation des diplômes et régulation patronale de l'accès aux moyens de formation et de travail. Par cette formulation, nous voulons pointer que, conformément à ce que nous apprend l'histoire du système éducatif (c'est en 1965 que l'enseignement technique a été intégré au système éducatif d'Etat), le patronat ne cherche pas à prendre sous sa coupe l'enseignement professionnel parce qu'il ne veut pas en porter le coût ; en revanche, il cherche, toujours plus, à en piloter la politique grâce, entre autres, aux politiques contractuelles.

Pour clore cette introduction, nous donnerons un exemple de notre propos et de l'incidence, sur une plateforme revendicative, qu'il y a à se

positionner en faveur d'une éducation polytechnique et polyvalente pour tous et toutes. Il s'agit de la réforme Darcos des lycées professionnels (2007/2008), cristallisée par les syndicats sous l'appellation « réforme des bac pro en trois ans ». Les syndicats parlaient d'une réforme qui livrait l'enseignement professionnel au patronat. Or, ce ne pouvait pas être le cas, tout simplement, parce que cela est fait depuis longtemps et que les Commissions nationales paritaires consultatives – dans lesquelles siègent nombre de syndicats – en furent un vecteur ne serait-ce que de par l'absence en face du patronat d'un syndicalisme interprofessionnel porteur d'un projet éducatif global. Les politiques de régionalisation et les tensions à l'œuvre au sein des patronats, d'une part, entre l'Etat et le patronat, d'autre part, l'ont façonné autant que peaufiné au même titre que le culte de l'entreprise qui naît sous les gouvernements de gauche dans les années 80. Il ne fait pas de doute que la politique économique régionale, à laquelle est renvoyée, depuis des années, maintenant, la gestion des formations (création, carte des formations etc.), pousse à la création de diplômes à valeur locale ou régionale. On peut y voir, à juste titre, un ajustement de la politique nationale à la politique européenne de formation. En revanche, si on veut lire le mouvement d'ensemble des formations vers leur professionnalisation sous la coupe du patronat, il faut reconnaître que c'est depuis l'enseignement déclaré professionnel que s'opère l'uniformisation des formations de plus en plus professionnalisées, que cet enseignement, fût-il public, en est un vecteur clé et en rien, depuis longtemps, un ancrage de résistance.

Si on se place du point de vue des prolétaires, une plateforme interprofessionnelle véritablement syndicale serait partie de l'intérêt des travailleurs. Voici quelques-unes des questions clés qu'un syndicalisme interprofessionnel, s'il avait existé, se serait posées :

– Quelle incidence a la modification interne aux diplômes de niveau V (Certificat d'Aptitude Professionnelle et Brevet d'Enseignement Professionnel) sur le remodelage des grilles de qualifications professionnelles attaquées par la bourgeoisie et le patronat depuis des années (cf. loi sur la formation tout au long de la vie 2002/2004) ? Cette question ne peut être posée que du point de vue de l'ensemble des secteurs professionnels.

– Est-ce que les besoins exprimés par le patronat (et les milieux professionnels) et la politique de valorisation du professionnel qui, par exemple, voit l'augmentation du nombre de formations universitaires professionnalisantes, se rejoignent pour simplifier l'obtention des premiers diplômes (en éliminant les BEP) ?

– Soit, du point de vue du prolétariat : quel est l'intérêt pour le prolétariat de maintenir un second diplôme de niveau V (c'est-à-dire de différencier le BEP du CAP ou inversement) ?

– Est-ce qu'en conservant le CAP à côté du baccalauréat professionnel (la thèse des syndicats étant la disparition à terme des BEP), la réforme creuse l'écart entre ouvriers spécialisés, ouvriers qualifiés et techniciens ? Quel impact sur la division du prolétariat a cette réforme et en a-t-elle un plus important que la hiérarchie Cap<BEP<Baccalauréat professionnel ?

– Quel intérêt a le prolétariat à ne pas revendiquer un diplôme de niveau IV (baccalauréat) pour tous et toutes les élèves ? Soit, dit en positif, le baccalauréat ne peut-il pas être le diplôme prime de la scolarité de base.

– Et, de ce fait, pourquoi ne pas passer à l’offensive en revendiquant l’homogénéisation des cursus scolaires par un enseignement polytechnique et polyvalent pour tous et toutes, excluant le professionnel en tant qu’il est nécessairement lié aux logiques des entreprises et du patronat, mais en revendiquant une refonte complète des contenus (les fameux programmes) incluant les activités bricoleuses, manuelles, artistiques, techniques et technologiques sur une base d’apprentissage créatif et non plus d’exercices soumis à l’ordre économique ? Cela reviendrait à revendiquer un même baccalauréat pour les élèves, tous et toutes, auquel mènerait cette formation polyvalente et polytechnique.

Toute acceptation de la hiérarchie sociale amène au culte de l’ordre social. Il apparaîtra de bon sens, dans ce cas, de soutenir que « *Les contenus ne peuvent en effet être les mêmes selon qu’ils s’adressent à un opérateur de production, un agent de maîtrise, un ingénieur ou un cadre supérieur. Ce qui revient à dire que les fondamentaux varient pour chaque niveau d’emploi visé* »<sup>5</sup> ; ce qui revient à défendre l’architecture en filières du système éducatif. Mais le bon sens, ici, sert à façonner un *esplace* à configuration hiérarchisée que préparent des filières d’enseignement diversifiées. Pour nous, et tout à l’inverse de la citation ci-dessus émise par la plus grosse fédération syndicale de l’éducation, la critique syndicale doit permettre, plus que la subversion, l’éversion de l’idéologie dominante sur les bienfaits de la sélection scolaire. Il s’agit de combattre la perpétuation de fonctions sociales traditionnelles en lien étroit avec la classe d’appartenance. Pour mettre en pièce ce mécanisme, il convient d’éliminer les filières instituées pour éliminer la graduation des types d’écoles professionnelles. L’utopie qui nous anime est la création d’une école polytechnique et polyvalente pour tous et toutes, de la maternelle jusqu’à l’actuelle fin du lycée, une école d’union émancipatrice qui forme les enfants, les adolescents, en tant que personnes et êtres sociaux, capables de penser, d’étudier, de contrôler tous ceux avides de diriger, capables de se conduire dans leur emploi sans avoir besoin de maître, et cela dans le but que se construise, au pas à pas des jours, les bases pour une société prolétaire libre et humaine.

Et, pour commencer, par le début, par ce qui touche à notre action au quotidien, cherchons à circonscrire le schématisme moteur du système éducatif afin d’élaborer une critique globale du travail de l’école en France.

---

<sup>5</sup> Collectifs d’auteurs de la FSU, *La Validation des acquis de l’expérience*, Nouveaux Regards – Syllepse, collection « comprendre pour agir », 2005, p. 58.